

Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 18190 - 71ÈME ANNÉE

Après l'accident mortel du jeune docker portois

De vibrants hommages à Patrick Clotagatilde

Suite à l'accident du travail qui a coûté la vie mardi soir à un jeune docker portois de 24 ans dans le port-est, des funérailles vibrantes ont eu lieu ce jeudi dans la cité maritime.



Le portrait de Patrick Clotagatilde porté par un proche pendant les obsèques.

Dans la nuit de mardi à mercredi, Patrick Clotagatilde est décédé à la suite d'une chute mortelle alors qu'il travaillait au déchargement d'un bateau. Le décès de ce jeune docker de 24 ans a suscité une vive émotion dans toute la ville du Port et dans toute la communauté des travailleurs portuaires. Mercredi et jeudi matin, des centaines de personnes ont ainsi exprimé leur solidarité à la veillée funéraire. Hier matin, une délégation du PCR s'est rendu à cette veillée pour présenter ses condoléances et affirmer le soutien du Parti communiste réunionnais à une famille et à des proches durement touchés.

Hier après midi, une cérémonie religieuse s'est déroulée à l'église de la ZUP du Port pour les obsèques de Patrick Clotagatilde. L'édifice était trop petit pour accueillir toutes les personnes présentes. C'est donc de dehors que beaucoup ont entendu le prêtre de la paroisse dire son soutien à la famille du jeune docker, et rendre hommage à Patrick Clotagatilde.

Parmi les nombreuses personnes présentes à la cérémonie, il y avait des représentants de la section communiste du Port dont ses secrétaires Jean-Yves Langenier, Firose Gafor et Virgile Rustan. De nombreux dockers et les responsables syndicaux de la CGTR Port et Docks étaient présents, dont Michel Séraphine et Danio Ricquebourg. Les travailleurs de la Coopérative ou-



L'arrivée du corps à l'église de la ZUP au Port.

vrière de La Réunion, la COR, étaient là aussi pour saluer la mémoire de leur camarade. Actuellement en mission en France, Paul Vergès a envoyé un message de condoléances et était représenté par Idriss Omarjee. Étaient notamment aussi présents la

députée de la circonscription Hugette Bello, Olivier Hoarau maire du Port, et Paulette Lacpatia conseillère départementale. Après cette émouvante cérémonie, le convoi funéraire s'est dirigé vers le cimetière paysager du Port où Patrick Clotagatilde a été inhumé.

Communiqué de la Coopérative ouvrière de La Réunion

Les dockers rendent hommage à Patrick Clotagatilde au Port-Est

Dans un communiqué diffusé hier, la direction de la COR annonce qu'un hommage sera rendu ce matin dans l'enceinte portuaire.

C'est l'occasion aujourd'hui, pour nous tous, de partager ce moment d'émotion, mais aussi de pouvoir rendre hommage à notre cher regretté camarade Patrick Clotagatilde pour son parcours exemplaire dans notre société.

Je souhaite que l'empreinte qu'il laisse à son départ ne s'efface pas et que ce qu'il a pu enseigner par son exemple reste bien ancré dans nos esprits. La fidélité, la loyauté, le dévouement, sont des valeurs inestimables au sein de notre entreprise.

Elles assurent pour tous la bonne marche des affaires, indispensable à notre réussite. Patrick a su intelligemment conjuguer ces nobles qualités et on lui en est profondément reconnaissant.

L'ambition première de notre cher regretté camarade a été de privilégier la bonne entente parmi nous et de penser à l'intérêt de tous.

C'est pour cela que demain, nous organisons un hommage pour notre camarade Patrick Clotagatilde.

Programme :

Entre 7 heures et 10 heures au poste 20 du Port Est :

- * Prise de parole
- * Minute de silence
- * Lâché de ballons
- * Dépôt de Gerbe à bord du navire Vienna Wood

Edito

L'Histoire se déroule sous nos yeux, à Oufa

Le Pape effectue un périple en Amérique Latine; la Grèce secoue le cocotier Européen ; le secrétaire général du Parti Communiste Vietnamien rencontre Obama; la bourse dévisse à Shanghai...les sujets internationaux ne manquent pas. Mais, quelle hiérarchie peut-on faire dans l'actualité brûlante, pouvant intéresser La Réunion durablement ?

Sans conteste, c'est l'entrée de l'Inde et du Pakistan dans l'OCS, l'Organisation de coopération de Shanghai, qui ambitionne de devenir la plus importante zone d'intégration globale. Du statut d'observateur, ils seront promus membre à part entière. Ils rejoindront, en particulier, la Chine et la Russie. Tous les leaders de ses pays se trouvent déjà Oufa, ville de Russie, qui accueille ces sommets, au format 3 en 1 : BRICS, OCS et UEEA. En marge du calendrier officiel, Narendra Modi (Inde) et Nawiz Shaeif (Pakistan) se sont longuement entretenus.

Chacun peut imaginer le potentiel d'échanges de cette zone si l'Inde, le Pakistan et la Chine trouvent une entente sur leurs incommensurables frontières. Ce serait un pied de nez aux puissances occidentales qui ont pillé ces pays et poussé aux conflits territoriaux et identitaires.

L'absence des Etats Unis et des Européens est symptomatique des changements qui s'opèrent sous nos yeux. Les Réunionnais, notamment les journalistes, devraient faire des efforts pour suivre le développement de cette région dans laquelle nous sommes impliquées, par la géographie, l'histoire, la culture et la politique.

Une illustration : 500 milliards, tel serait le montant des échanges en 2015, entre l'Afrique et les pays du BRICS. Ils ne seraient que 340 milliards avec le reste du monde.

J.B.

Témoignages

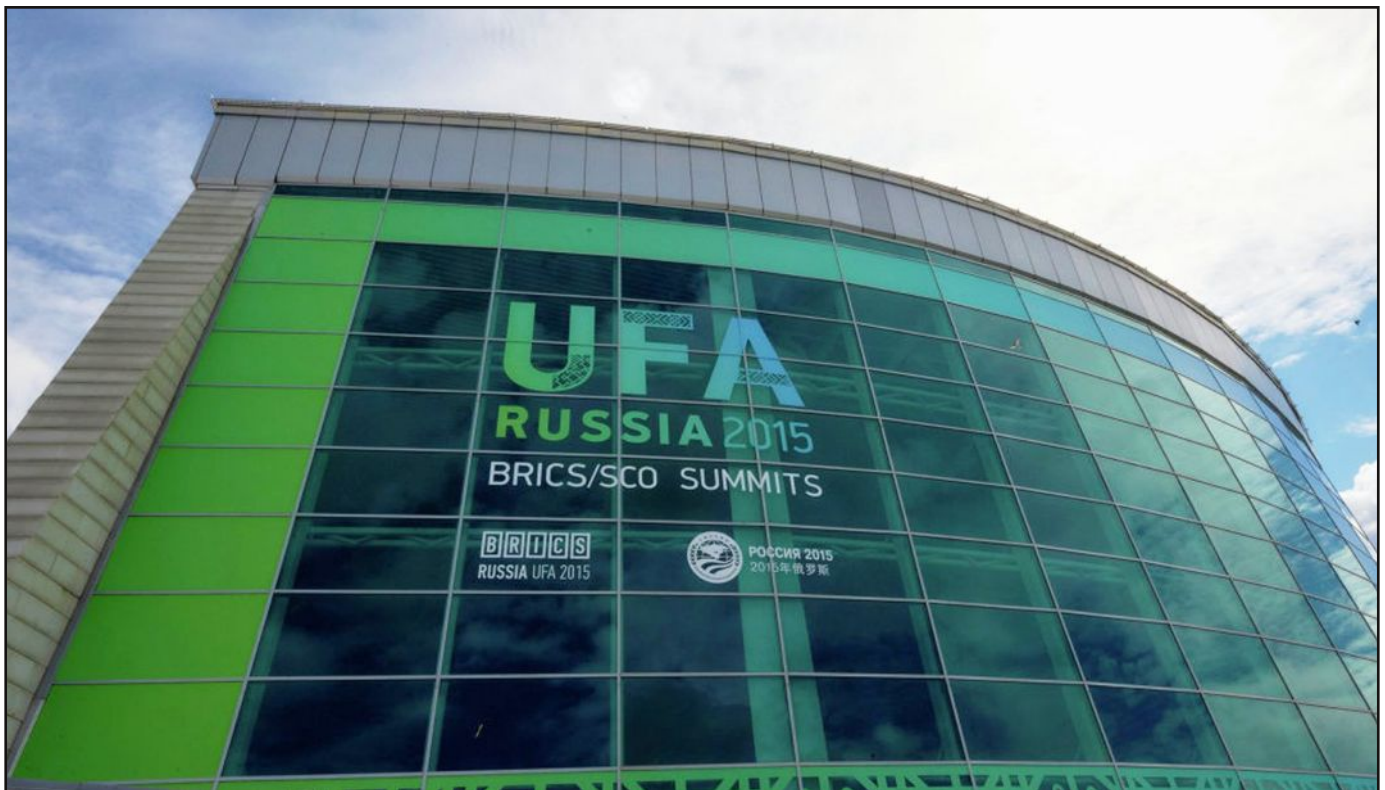
Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés
71e année
Directeurs de publication :
1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany
Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ;
1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud
Depuis 2008 : Jean-Max Hoarau

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX
Rédaction
TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 29
E-mail : redaction@temoignages.re
SITE web : www.temoignages.re
Administration
TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 23
E-mail Avis, Abonnement : avis@temoignages.re
E-mail Publicité : publicite@temoignages.re

Les dirigeants de la Chine, de l'Inde, du Brésil, de l'Afrique du Sud, de l'Iran et du Pakistan se réunissent en Russie à Oufa

BRICS et OCS : un nouveau monde échappe à la domination des États-Unis

Les 7e sommet des BRICS et du 15e sommet l'Organisation de coopération de Shanghai se tiennent actuellement en Russie. C'est un revers pour les États-Unis. Ils sont une étape dans la construction d'une alternative au modèle issu de la Seconde guerre mondiale, avec en point de mire la fin de l'hégémonie du dollar des États-Unis comme monnaie d'échange dans le commerce mondial.



Le centre de conférence de Oufa, en Russie.

Depuis mercredi se tient une importante réunion à Oufa, une ville de Russie située dans l'Oural. Les sommets des BRICS et de l'OCS (Organisation de coopération de Shanghai) se tiennent simultanément. Ils rassemblent les dirigeants des deux futures premières grandes puissances économiques, l'Inde et la Chine, ainsi que le Brésil, et l'Afrique du Sud au titre des BRICS. L'Iran est également présent à titre d'observateur, tandis que le Pakistan sera admis dans l'OCS. Les BRICS et l'OCS sont aujourd'hui

les moteurs de la croissance économique mondiale. En nombre d'habitants, ils représentent plus de 2,5 milliards d'habitants, soit l'équivalent de 5 fois l'Union européenne, ou de 10 fois les États-Unis. C'est donc incontestablement l'événement d'actualité le plus important de cette semaine, et pourtant il est relativement peu abordé dans la presse occidentale, et par ricochet dans la plupart des médias réunionnais.

Depuis 70 ans, hégémonie du dollar

Or, ce sommet marque une étape dans la remise en cause de l'organisation du monde héritée de la Seconde guerre mondiale. Au moment de la victoire sur le régime nazi et l'impérialisme japonais, les vainqueurs ont adopté la Charte des Nations Unies qui fête en ce moment ses 70 ans. C'est le moment de la création des institutions financières internationales : le FMI



Ici se réunissent les représentants de plus de la moitié de la population du monde.

et la Banque mondiale. Ces deux structures ont toujours eu à leur tête des Occidentaux : aux Américains la direction de la Banque mondiale, aux Européens celle du FMI. C'est à ce moment que furent également jetées les bases d'une nouvelle organisation mondiale du commerce, avec comme unique monnaie de référence le dollar, la devise que seuls les États-Unis ont la possibilité de produire. Ce dollar était alors la seule monnaie qui pouvait être échangée contre une valeur en or, c'était la convertibilité à hauteur de 35 dollars pour une once d'or.

C'est sur ces piliers que l'Occident a construit sa prospérité pendant les Trente Glorieuses. Mais la machine s'est grippée avec la décision de Nixon de ne plus assurer la convertibilité du dollar en or en 1971. Mais le dollar est resté la monnaie de référence.

L'euro victime de la crise des subprimes

La première brèche est venue de l'Union européenne qui a créé une

monnaie unique, l'euro. Par ce moyen, les Européens ont entre les mains une alternative au dollar. La crise des subprimes en 2008 a changé la donne. Elle a affaibli l'euro au détriment du dollar. Elle a impacté le monde entier, mais la reprise n'a pas été uniforme. Selon les indicateurs de croissance, l'Union européenne, et surtout les pays utilisant l'euro, sont la zone la moins dynamique. Ce ralentissement n'aide pas à sortir de la crise. Les gouvernements européens ont aidé massivement les banques, ils ont aussi creusé leurs déficits et ils ont mené des politiques d'austérité qui n'ont pas arrangé la situation. Le résultat est une crise sans précédent, avec des interrogations sur la survie de l'euro.

Une banque alternative au FMI et à la Banque mondiale

Mais aujourd'hui, les États-Unis sont face à une nouvelle opposition bien plus solide que les Européens. Les pays émergents se sont en effet structurés dans plusieurs organisa-

tions où l'Occident n'apparaît pas. C'est en particulier le groupe des BRICS : Brésil, Russie, Chine et Afrique du Sud. Ces derniers ont réussi à mettre sur pied une banque qui se pose comme alternative à la Banque mondiale et au FMI. Créée lors du sommet des BRICS de Fortaleza au Brésil le 15 juillet 2014, la Banque nouvelle de Développement (BND) est dotée d'un fonds de réserve équivalent à 100 milliards de dollars.

Cette banque a notamment pour but d'aider un pays à compenser un déficit budgétaire lors d'une crise économique.

Dollar marginalisé ?

Mais c'est surtout la volonté des BRICS de se passer du dollar comme monnaie d'échange qui fait trembler Washington. Le 3 juillet dernier, Sujata Mehta, ministre adjoint des Finances de l'Inde, avait déclaré que : « La possibilité d'échanger en devises nationales entre les pays des BRICS est une question qui est en train d'être considérée. Les banques de déve-

loppement des BRICS préparent des documents à ce sujet. Elles ont étudié la possibilité d'accorder les accreditifs en devises nationales et d'autres mesures qui contribueraient à de tels échanges. Le processus n'est pas encore accompli, mais un travail préparatoire est mené ».

Rappelons que les BRICS représentent la majorité de la population mondiale, mais comptent aussi parmi eux les deux pays qui seront les deux premières puissances économiques du monde : l'Inde et la Chine. C'est pourquoi l'alerte est sérieuse pour Washington. Si les BRICS n'ont plus besoin du dollar, alors la monnaie nationale des États-Unis ne sera plus l'unité de compte de la majorité des échanges mondiaux. La perspective de la marginalisation du dollar est la remise en cause d'une hégémonie vieille de 70 ans. Ce n'est pas tolérable pour les États-Unis.

Revers pour Washington

Dans ce contexte, on comprend mieux pourquoi l'OTAN par le gouvernement ukrainien interposé entretient la tension dans l'est de l'Europe. Le coup d'État de Kiev l'an dernier a été le déclencheur d'une guerre civile dans l'est de l'Ukraine. La tension a servi de prétexte à l'OTAN pour se déployer aux frontières de la Russie. Des blindés de l'armée des États-Unis ont même été jusqu'à parader l'an dernier à quelques centaines de mètres d'un poste frontière de la Russie.

Mais toute cette stratégie n'a pas réussi à ralentir la dynamique en marche. La Banque de développement des BRICS a été créée, et le Sommet de Oufa a bien lieu. C'est un revers pour la politique étrangère des États-Unis.

M.M.

Définition d'une stratégie du partenariat économique

Sommet de Oufa : les BRICS signent 6 accords

Hier jeudi, le deuxième jour des sommets des BRICS et de l'OCS qui se tiennent dans la ville russe d'Oufa s'est avéré riche en documents signés.

Après des rencontres bilatérales de mercredi, les leaders de la Russie, de l'Inde, du Brésil, de l'Afrique du Sud et de la Chine se sont réunis le 9 juillet dans le cadre d'une réunion officielle pour passer à l'action. Au final, six documents ont été signés dont la déclaration d'Oufa, le plan d'action d'Oufa, la stratégie du partenariat économique des BRICS, le mémorandum sur la compréhension mutuelle entre les ministères des affaires étrangères des cinq. Les gouvernements des BRICS ont signé également l'accord sur la coopération dans le domaine culturel. Le dernier mémorandum a fixé les intentions des principales banques des pays des BRICS de travailler avec la nouvelle banque de développement.

Une ambiance solennelle règne à Oufa. Les participants des forums qui se tiennent en marge des sommets sont pleins d'enthousiasme et partagent volontiers leurs émotions avec les journalistes. Le sud-africain Ndaba Ntsele, président exécutif du groupe Pamodzi, a expliqué dans une interview à la radio Sputnik que la Nouvelle banque de développement est appelée à servir au mieux les intérêts des pays membres ce qui n'est pas le cas du FMI : « Pour améliorer le fonctionnement de la Nouvelle Banque de Développement, nous utiliserons l'expérience de la Banque Mondiale et du FMI. Nous pensons que cette banque sera au mieux adaptée aux particularités du chaque pays des BRICS. »

Bien qu'on reproche souvent aux BRICS de ne pas avoir de valeurs communes, les cinq représentent un ensemble très harmonieux d'autant plus qu'ils ont une volonté commune de coopérer et de s'op-

poser à l'hégémonie des USA. Interviewé par la radio Sputnik, le président du Conseil de la corporation de transport de Chine COSCO, Ma Zehua s'est dit optimiste quant à l'avenir des BRICS qu'il a qualifié de prometteur : « Nous voyons que les BRICS regroupent de grands pays à forte population, considérés comme des pays émergents, il y a un avenir brillant qui nous attend chacun d'entre nous. La Chine est aussi un pays émergent, qui a des secteurs d'activité communs avec les autres membres des BRICS. »

Le surintendant des opérations étrangères de la compagnie énergétique Eletrobrás Pedro Jatoba du Brésil a, pour sa part, salué la création de la Nouvelle banque des BRICS qui contribuerait, à son avis, au développement du domaine énergétique des pays : « Dans notre compagnie, l'accent est mis sur l'énergie renouvelable, car les 5 pays des BRICS consomment presque 40 % des ressources énergétiques mondiales. Nous espérons ouvrir la voie à des initiatives du même type dans le monde. »

Source : Sputnik News

Rencontre entre Xi Jinping et Narendra Modi à Oufa

La Chine et l'Inde renforcent leurs liens

Le président chinois Xi Jinping a rencontré mercredi le Premier ministre indien Narendra Modi en marge du sommet des BRICS et de l'OCS à Oufa en Russie. Cet entretien a confirmé le renforcement des liens entre les deux superpuissances de demain.

La Chine et l'Inde devraient œuvrer ensemble à bâtir un partenariat plus étroit, plus complet et plus solide au sein des pays des BRICS, a déclaré mercredi le président chinois Xi Jinping lors d'une rencontre avec le Premier ministre indien Narendra Modi en amont d'un double sommet multilatéral à Oufa, dans le sud-ouest de la Russie.

Le chef de l'Etat chinois a rappelé sa rencontre avec M. Modi en mai dernier à Xi'an, dans le nord-ouest de la Chine. A cette occasion, les deux dirigeants avaient convenu d'enrichir leur partenariat stratégique bilatéral et de forger un partenariat de développement plus étroit.

Cette rencontre avait envoyé un signal positif aux peuples des deux pays et à la communauté internationale, montrant que les deux grands pays en développement s'engageaient à coopérer en faveur du développement commun, a noté M. Xi. Grâce aux efforts conjoints des deux pays, les accords conclus à Xi'an se sont traduits par des progrès constants en matière de coopération bilatérale dans des domaines tels que les échanges parlementaires, les chemins de fer, les zones industrielles et les villes intelligentes, a-t-il relevé.

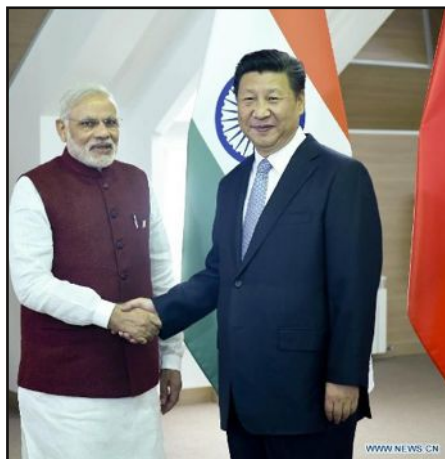
Le président chinois a appelé les deux pays à faire des efforts concertés pour maintenir l'élan positif dans le développement des relations bilatérales et ouvrir de nouvelles perspectives pour une coopération mutuellement bénéfique.

Selon lui, les deux pays devraient maintenir des contacts de haut niveau, renforcer la communication stratégique à tous les niveaux, accomplir des études de faisabilité sur les principaux projets de coopération prévus et réaliser les projets phares de coopération bilatérale.

M. Xi a suggéré que les deux parties mettent pleinement en œuvre le programme d'échange culturel sino-indien et renforcent la coopération entre les groupes de réflexion, les

médias et au niveau local. S'agissant du dossier frontalier, M. Xi a appelé les deux parties à gérer et à contrôler correctement leurs différends et à protéger conjointement la paix et la sécurité dans les régions frontalières.

La Chine et l'Inde devraient également favoriser le développement de la Banque asiatique d'investissement dans les infrastructures (BAII), de la Banque de nouveau développement (BND) des BRICS et du corridor économique Bangladesh-Chine-Inde-Myanmar, a ajouté le président chinois.



Narendra Modi et Xi Jinping. (Photo Xinhua/Zhang Duo)

En outre, il a proposé d'explorer des moyens pour lier efficacement les initiatives de la Ceinture et de la Route de la Chine aux plans de développement pertinents de l'Inde, dans le but de parvenir à une coopération mutuellement bénéfique et à un développement commun.

M. Xi a suggéré que la Chine et l'Inde, deux pays ayant activement contribué à l'établissement du mécanisme des BRICS, travaillent ensemble pour forger un partenariat plus étroit, plus complet et plus solide au sein des marchés émergents, afin de permettre aux BRICS de jouer un rôle positif et constructif en faveur de la paix et du dévelop-

pement du monde.

Pour sa part, M. Modi a affirmé que les liens sino-indiens connaissent un rythme de développement solide, avec une confiance mutuelle ne cessant de s'affermir.

Rappelant ses rencontres avec le chef de l'Etat chinois, M. Modi s'est félicité du maintien de fréquents contacts de haut niveau entre les deux pays.

Ces dernières années, l'Inde et la Chine ont accru leur coopération économique et commerciale, alors que cette coopération s'avère également fructueuse dans les domaines de la science et des technologies, de l'espace et des infrastructures, a noté M. Modi.

Affirmant la volonté de son pays d'accueillir davantage d'investissements chinois, M. Modi a déclaré que son pays était prêt à travailler avec la Chine pour renforcer la communication et la coordination stratégiques, tout en gérant de manière appropriée leurs différends, dont le litige sur le dossier frontalier.

L'Inde est disposée à renforcer la coopération avec la Chine dans le cadre des BRICS et à participer activement aux projets de la BND et de la BAII, des projets qui donnent encore plus d'opportunités pour approfondir les interactions entre l'Inde et la Chine, a-t-il noté.

Pour rappel, il s'agit de la quatrième rencontre bilatérale entre les deux dirigeants. MM. Xi et Modi se sont rencontrés pour la première fois à Fortaleza (Brésil) en juillet 2014, avant de se rendre chacun visite, respectivement en septembre 2014 et mai 2015.

Source Xinhua

42 millions de travailleurs au chômage dans les pays de l'OCDE

Les perspectives de l'emploi s'améliorent lentement, mais des millions d'actifs risquent de rester piégés au bas de l'échelle économique, selon l'OCDE qui a présenté ce jeudi l'édition 2015 des Perspectives de l'emploi. Voici son communiqué avec des intertitres de Témoignages.

Il ressort d'un nouveau rapport de l'OCDE que le redressement de l'emploi commence à s'intensifier, mais que le taux d'emploi va rester bien en-deçà de ses niveaux d'avant la crise dans de nombreux pays, notamment en Europe, jusqu'à la fin 2016.

L'édition 2015 des Perspectives de l'emploi montre qu'environ 42 millions de travailleurs sont actuellement sans emploi dans la zone OCDE ; ils étaient 45 millions en 2014, mais ils sont toujours 10 millions de plus qu'avant la crise.

Le chômage dans les 34 pays membres de l'OCDE devrait continuer à reculer au cours des 18 prochains mois, pour s'établir à 6.5 % au dernier trimestre 2016, mais il restera supérieur à 20 % en Grèce et en Espagne.

Les Perspectives soulignent que le chômage de longue durée se situe toujours à des niveaux inacceptables. Plus d'un chômeur sur trois dans les pays de l'OCDE est sans emploi depuis au moins douze mois, ce qui représente 15.7 millions de personnes et, une hausse de 77.2 %, depuis fin 2007. En outre, plus de la moitié de ces travailleurs sont au chômage depuis au moins deux ans, ce qui amoindrit leurs chances de retrouver un emploi.

Difficultés pour les jeunes

Le chômage élevé et persistant des jeunes reste également une préoccupation majeure. Si le taux de chômage des jeunes a déjà atteint son plus haut niveau dans les pays d'Europe du sud les plus durement touchés par la crise, il demeure plus élevé qu'avant la récession dans pratiquement tous les pays de l'OCDE. La proportion de jeunes déscolarisés, inactifs et qui ne suivent aucune formation est toujours plus élevée qu'en 2007 dans plus des trois quarts des pays de l'OCDE

chez les 20-24 ans et dans près des deux tiers des pays chez les 25-29 ans.

Un actif sur cinq à temps partiel

En outre, le rapport montre que les perspectives d'évolution professionnelle à long terme se décident en grande partie au cours des dix premières années de la vie active, ce qui fait craindre que pour les nombreux jeunes qui ont fini leurs études pendant la crise et qui éprouvent des difficultés à s'insérer dans la vie active, les perspectives de carrière ne soient limitées.

Le rapport indique, par ailleurs, que l'emploi à temps partiel s'accroît : le pourcentage des actifs ayant un contrat à temps partiel est passé de 18.6 % avant la crise à 20.6 % actuellement. Il atteint son maximum aux Pays-Bas (51.7 %) et en Suisse (36.8 %), et il dépasse 25 % en Allemagne, en Autriche, en Belgique, au Danemark, en Norvège, au Royaume-Uni et en Suède. Dans de nombreux pays, les actifs ont choisi de travailler à temps partiel, mais dans des pays comme la Grèce, l'Italie et l'Espagne de nombreux travailleurs à temps partiel recherchent un poste à temps plein.

Ne pas sacrifier le retour à l'emploi

Parallèlement, la part de l'emploi temporaire a peu évolué depuis le début de la crise. Elle a beaucoup diminué pendant la récession, mais augmente aujourd'hui avec la reprise, de nombreux employeurs préférant en effet augmenter leurs effectifs par le biais de contrats temporaires.

La progression des salaires s'est ralentie, passant d'un niveau annuel de 1.8 % entre 2000 et 2007 à 0.5 %

depuis. Ce ralentissement a contribué à limiter les pertes d'emploi pendant la crise et favorise depuis le redressement de l'emploi, mais une progression salariale plus lente, voire en recul en valeur réelle dans certains pays, entraîne également une diminution des revenus de nombreux ménages, ce qui aggrave encore un peu plus les difficultés économiques.

L'OCDE estime souhaitable que les responsables publics déploient plus d'efforts pour aider les demandeurs d'emploi, notamment les chômeurs de longue durée et les jeunes, à retrouver un travail. Dans certains pays, les programmes de retour à l'emploi et de perfectionnement supportent une part trop importante de l'effort d'assainissement budgétaire et des moyens supplémentaires sont nécessaires. Les dépenses unitaires réelles affectées aux programmes actifs du marché du travail ont reculé, entre 2007 et 2013, de plus de 50 % en Espagne, en Irlande, en Italie et au Royaume-Uni, et de plus de 40 % en Australie.

Des institutions et des politiques du marché travail efficaces, y compris des partenariats public-privé pour le placement et la formation des demandeurs d'emploi, sont essentielles pour motiver les chômeurs, notamment de longue durée, améliorer leur employabilité et élargir leurs possibilités de trouver et de garder un emploi adapté.

Les données présentées dans les Perspectives montrent que, s'il est fixé à un niveau adéquat, le salaire minimum n'a que des effets négatifs minimes sur l'emploi et contribue à améliorer le niveau de vie des ménages à faible revenu. Il doit cependant être bien coordonné avec le système de prélèvements et de prestations afin de veiller à ce qu'il se traduise par des revenus disponibles plus élevés pour les ménages qui en ont le plus besoin.

Billet philosophique

Kisa i désid ousa nou sava ?

De plus en plus d'événements à La Réunion comme dans le monde entier nous amènent à nous poser cette question traditionnelle de notre peuple : ousa nou sava ? Et au niveau planétaire, comme l'a rappelé ce jeudi le philosophe Yves Paccalet à l'Université du Moufia, «l'humanité va-t-elle vers sa fin ou quelle sortie de secours peut-elle trouver ?».

Ce dimanche 5 juillet, dans le journal télévisé de France 2, a été annoncée la sortie en septembre prochain du nouveau film réalisé par le photographe et écrivain français Yann Arthus-Bertrand sous le titre "Human" pour «présenter les liens forts entre le défi écologique et les défis sociaux et économiques». «À travers des témoignages remplis d'amour, de bonheur, mais aussi d'inégalités, de haine et de violence, "Human" nous confronte à l'Autre et nous renvoie à notre propre vie», annoncent ses présentateurs.

Ils ajoutent : «"Human" est une œuvre engagée, qui nous permet d'embrasser la condition humaine et de réfléchir au sens même de notre existence; il crée un lien émouvant entre l'Homme et la Terre et pose la question de notre futur commun». On verra les leçons que tireront les chefs d'État de ce film, dont «l'objectif est de dresser un portrait de l'être humain en donnant la parole à ceux qui ne s'expriment jamais».

Pour la «sauvegarde de la maison commune»

On peut se poser la même question à propos du message que vient de livrer le pape François à ses fidèles de l'Église catholique mais aussi à «toute la famille humaine» dans son encyclique du 18 juin dernier intitulée "Laudato si'" ("Loué sois-tu"). Cette encyclique, consacrée à notre environnement pour la «sauvegarde de la maison commune», est considérée par la revue "20 Minutes" comme «un message de poids à quelques mois de la conférence des Nations Unies sur le climat (COP21) de Paris» et, selon elle, «pour les négociateurs qui auront la lourde tâche de parvenir à un accord sur la réduction des émissions de gaz à effet de serre à la fin de l'année, avoir



La photo de l'affiche du film "Human" de Yann Arthus-Bertrand, qui «donne la parole à des personnes en difficultés rencontrées aux quatre coins du monde».

le pape pour allié est une bonne nouvelle».

Mais il est important de souligner que dans ce texte, le pape François fait aussi un lien entre les problèmes environnementaux et socio-économiques en déclarant que «toute approche écologique doit incorporer une perspective sociale qui prenne en compte les droits fondamentaux des plus défavorisés. Le principe de subordination de la propriété privée à la destination universelle des biens et, par conséquent, le droit universel à leur usage est une "règle d'or" du comportement social et "le premier principe de tout l'ordre éthico-social". La tradition chrétienne n'a jamais reconnu comme absolu ou intouchable le droit à la propriété privée».

«Asé lèss lé zot désid pou nou !»

Dans cet esprit, par exemple, le peuple grec vient de dire clairement non à la dictature des créanciers et

du marché financier, au nom des principes de la démocratie et de la justice sociale. Autre exemple : les communistes et d'autres démocrates réunionnais proposent une large concertation pour mettre en place dans le pays une gouvernance réunionnaise démocratique et populaire, comme condition de «l'égalité réelle» en cours d'élaboration et d'un développement durable du pays.

Ainsi, à La Réunion comme ailleurs, une question humaine fondamentale est bien : kisa i désid ousa nou sava ? Avec cette réponse de l'artiste et militant démocrate réunionnais Maximin Boyer dans sa chanson "La Rényon ni èm" : «Asé lèss lé zot désid pou nou !».

Roger Orlu

(*)Merci d'envoyer vos critiques, remarques et contributions afin que nous philosophions ensemble...! mail : redaction@temoignages.re

Oté

La rout an mèt I sa boust l'ékonomi an avan ? Sa lé a oir !

Moin la lir d'isi d'la-ba, la NRL i sava donn in san nèf nout l'ékonomi. Biensir si ou i mète inn-dé milyar dann lékonomi La Rényon, sa i pé pa fé in n'ot afèr ké donn in kou d'fouète nout l'ékonomi. Solman si i kont arienk la dsi, nou lé pas sové, loinn la.

Moin pèrsonèl, mi rogard lo tor in pé la fine fé par lo désizyon zot la pran san rogard lé konsékans, ébin moin lé pa dispozé donn azot in shèk an blan. Pars si apré la rout tamarin, nou l'avé bransh dsi la MCUR, dsi plizyèr lisé, aprésa dsi lo tram-train épi dsi la rout litoral Perben, sak lé sir sé ké nout l'ékonomi nora pa été dan l'éta k'èl i lé.

Zordi i vé lans in NRL, mé san bien rogard kosa nora konm konsékans dsi d'ot séktèr l'ékonomi. Va bousté, va débousté ? Nou va oir la suit, mé touléka, lo bann konsékans négativ, ni antrovoi déza avèk lo mové kou pou l'vironeman, avèk la koripsyon k'i sava gangrène la sosyété, avèk lo bann Rastignac la fine fé z'ot l'aparisyon dsi la plas... é na poin arienk inn, mi pans.

An tou ka, sar pa in mayon dann nout vré dévlopman. In mayon dann la kroisans pétète, mé konm i di in kroisans san dévlopman. Konm in mézon la pankor fé lo fondasyon é la fine mète bèl-bèl mir dosi. Donk a sak i di la NRL i sava boust l'ékonomi an avan, moin mi réponn : « Sa lé a oir ! »

Justin

« Sak i vé anval in koko, i fo li kalkil son fondman ! » - In kozman pou la rout

Sans prop : ou I aval in koko. Si ou I gingn moin na konm l'inprésyon la sorti sar éroïk. Zot i pans pa ? Sans figuré : antansyon si ou i antropran in n'afèr tro for pou ou, pars lo konsékans sar pa bon pou ou. In lébzant ? Alé pa ashtë in loto tro shèr si ou lé sir ou nora difikilté pou pèy lo krédi, mèm si ou lé sir ou i gingn ar pa ranbousé. In n'ot lébzant ? Pa bézoin alé provok in moun pou batay si, ou i koné li lé pli for kéou. Romark i di bien : « Lé pa interdi antroprann ! », mé sé selon lo ka. Kosa zot i anpans zot ? Arien ditou ? Fé travay z'ot koko ! Fé bouy z'ot matyèr griz ! Zot va oir si rant-rant ni pé pa tonm tazantan dakor rantre nou.